

Royaume-Uni: le Prince's Trust Youth Business Scotland

Description: Le Prince's Trust Youth Business Scotland (PTYBS) fournit des services de financement et d'appui sur mesure aux jeunes d'Écosse, pour les aider à démarrer et à développer leur propre entreprise, en donnant la priorité aux plus défavorisés et aux entreprises affichant le plus grand potentiel de croissance.

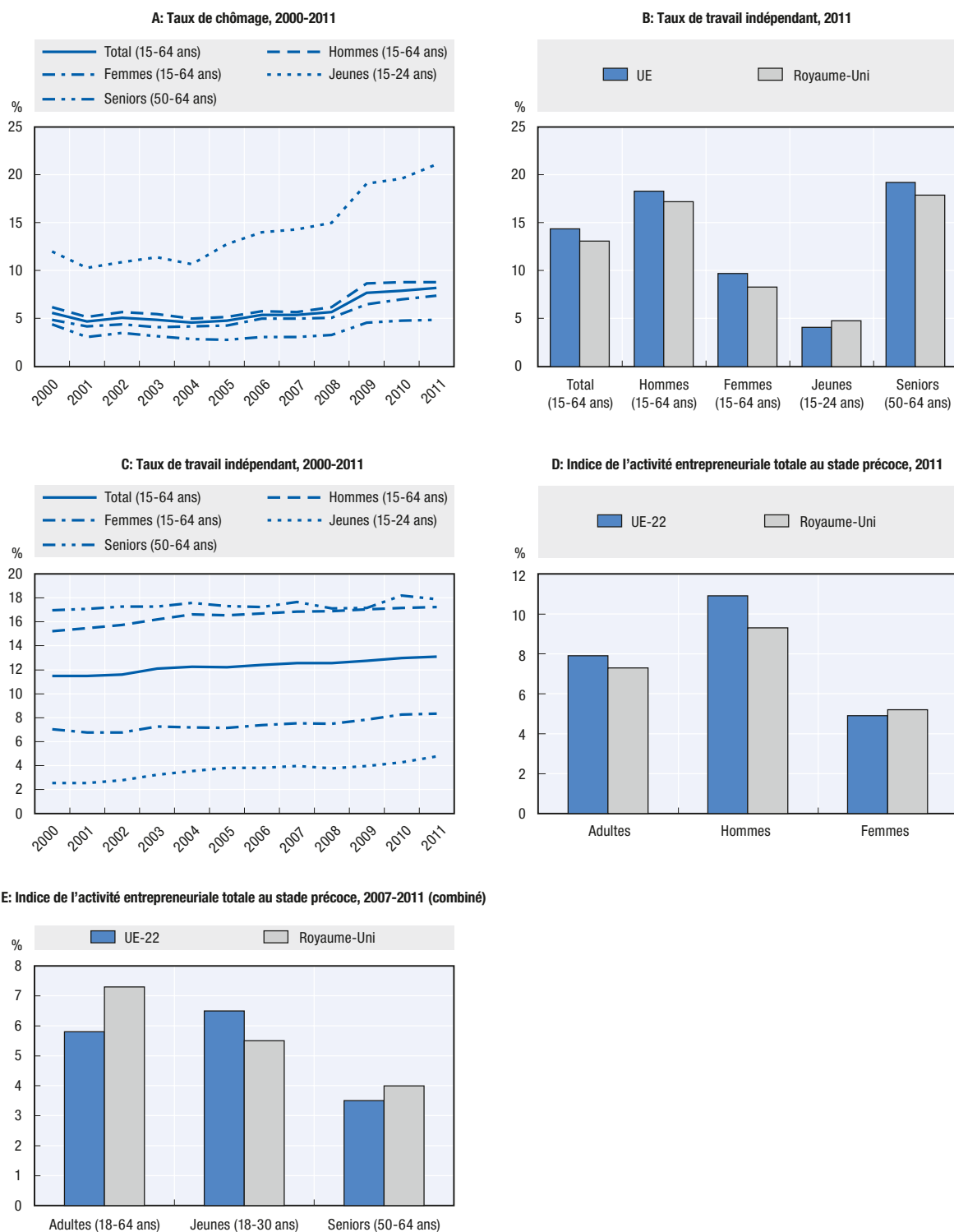
Contexte: La crise économique a fortement relevé les taux de chômage au Royaume-Uni et les jeunes sont toujours touchés de manière disproportionnée. De longues périodes de chômage peuvent avoir de graves conséquences à long terme, en particulier pour les jeunes. Des recherches suggèrent que le chômage prolongé des jeunes peut réduire leurs revenus futurs et accroît la probabilité de chômage futur et d'exclusion sociale. Si au Royaume-Uni, le taux de chômage des jeunes n'a pas été aussi élevé que dans d'autres États membres de l'UE, il a toutefois atteint 25% dans de grands centres urbains comme Londres et est plus élevé pour des groupes tels que les minorités ethniques et les travailleurs non qualifiés. Le chômage des jeunes représente également un problème de taille à Glasgow, la principale ville d'Écosse, où 11% des 16-19 ans ont quitté l'école, sont sans emploi et ne suivent pas de formation (YEP, 2012).

Problème abordé: Le PTYBS vise à fournir un soutien financier aux jeunes de 18 à 25 ans (de 18 à 30 ans pour les jeunes handicapés) considérés comme ne pouvant pas bénéficier d'une aide bancaire, en Écosse. Il fait office de prêteur en dernier ressort pour les jeunes souhaitant créer une entreprise viable.

Approche: Le modèle du PTYBS combine la microfinance avec une série de services ciblés en matière de développement des entreprises. Il est mis en œuvre par un partenariat public avec une organisation non gouvernementale. Ainsi, bien que le PTYBS soit une initiative du Prince de Galles, il travaille en étroite collaboration avec des partenaires du service public issus du réseau Scottish Enterprise et du système d'agences pour les entreprises du gouvernement écossais, qui lui envoient la plupart de ses candidats. L'initiative perçoit et débourse des subventions de démarrage conditionnelles de 1 000 GBP (environ 1 170 EUR) et octroie des prêts pouvant aller jusqu'à 5 000 GBP (environ 5 840 EUR). Les entreprises avec un potentiel de croissance peuvent bénéficier d'un prêt de développement pouvant aller jusqu'à 10 000 GBP (environ 11 700 EUR). Des prêts accélérateurs pouvant aller jusqu'à 25 000 GBP (environ 29 200 EUR) ou des prêts du Fonds pour l'innovation pouvant aller jusqu'à 30 000 GBP (environ 35 040 EUR) aident les 18-25 ans ayant imaginé un concept ou un produit innovant à concrétiser leur idée. Le financement est assorti d'une formation, d'un accompagnement individualisé et d'un mentorat assurés par plus de 650 volontaires issus des milieux d'affaires locaux. Le PTYBS est financé par des dons d'entreprises et de particuliers, par des subventions publiques, par des contrats publics pour gérer les subventions et par le Fonds européen de développement régional (FEDER). Il reçoit 935 000 GBP (environ 1,1 million EUR) en dons, 1,2 million GBP (environ 1,4 million EUR) en subventions du gouvernement écossais, de Scottish Enterprise et du FEDER, et 175 000 GBP (environ 204 380 EUR) grâce au taux d'intérêt appliqué sur les prêts.

Impact: Une évaluation (DTZ, 2007) a révélé qu'en 2004-2005, le PTYBS a généré 155 nouvelles entreprises et aidé 416 autres à démarrer plus tôt, à une plus grande échelle ou en suivant une approche plus qualitative. Le coût du projet se montait à 2 351 GBP (environ 3 460 EUR) par entreprise démarrée, en tenant compte des dépenses du Portail des affaires (Business Gateway), à 15 565 GBP (environ 22 920 EUR) par entreprise créée de bout en bout et à 7 989 GBP (environ 11 760 EUR) par emploi net créé. Durant l'exercice prenant fin en juin 2011, il a aidé 620 jeunes à démarrer 581 entreprises (rapport annuel PTYBS, 2011).

Facteurs de réussite: Comme membre du réseau international Prince's Youth Business d'initiatives indépendantes sans but lucratif menées dans 34 pays, le PTYBS est en mesure de s'inspirer des bonnes pratiques internationales. En plus de fournir un appui financier, des formations, un accompagnement individualisé et du mentorat, le PTYBS promeut activement les entreprises qu'il aide dans les médias et les relations publiques, en organisant des clubs de réseautage et des événements sociaux et en leur offrant la possibilité de participer à des concours et à des prix.

Graphique 10.27. **Données relatives à l'entrepreneuriat et au travail indépendant au Royaume-Uni**


Sources: Diagramme A. Eurostat, Enquête sur les forces de travail, 2000-2011; Diagramme B. Eurostat, Enquête sur les forces de travail, 2011; Diagramme C. Eurostat, Enquête sur les forces de travail, 2000-2011; Diagramme D. Présentation tabulaire spéciale de l'enquête sur la population adulte du Global Entrepreneurship Monitor, 2011; Diagramme E. Présentation tabulaire spéciale de l'enquête sur la population adulte du Global Entrepreneurship Monitor, 2007-2011.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933020407>

Références

- Caliendo, M. et Kritikos, A.S. (2010), «Start-ups by the Unemployed: Characteristics, Survival and Direct Employment Effects», *Small Business Economics*, vol. 35, p. 71 à 92.
- Commission européenne, Direction générale des entreprises et de l'industrie (2011a), SBA Fact Sheets 2010/2011 Cyprus.
- Commission européenne (2011b), «Employment and Social Developments in Europe 2011», disponible à l'adresse: <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=738&langId=en&pubId=6176>
- Crosan, R. et Gneezy, U. (2009), «Gender Differences in Preferences», *Journal of Economic Literature*, vol. 47(2), p. 1 à 27.
- DTZ Consulting and Research (2007), «Prince's Scottish Youth Business Trust (PSYBT) Evaluation of Impact and Strategic Contribution», Revised Final Report, Scottish Enterprise, Glasgow.
- ESS (2011), «Poročilo o izvajanju aktivnosti spodbujanja samozaposlovanja v letu 2010» (*rapport sur la mise en œuvre des activités de promotion du travail indépendant en 2010*), Ljubljana, Zavod RS za zaposlovanje (*service de l'emploi de Slovénie*), disponible à l'adresse: http://www.ess.gov.si/_files/2422/Porocilo_o_izvajanju_aktivnosti_SZ_2010_23_2_2011.pdf (consulté le 22 août 2012).
- Eurostat, Enquête sur les forces de travail, 2000-2011.
- Global Entrepreneurship Monitor (GEM), présentation tabulaire spéciale de l'enquête sur la population adulte du Global Entrepreneurship Monitor, 2007-2011.
- Global Entrepreneurship Monitor (GEM) (2012), présentation tabulaire spéciale des microdonnées pour l'Espagne.
- Global Entrepreneurship Monitor (GEM) (2011), présentation tabulaire spéciale des données nationales pour l'Irlande.
- Institut national de la statistique et des études économiques (2012), Insee Première, n° 1388.
- Ministère du travail et des affaires sociales, République tchèque (2008), troisième phase de l'évaluation en cours du programme d'initiative communautaire EQUAL, disponible à l'adresse: www.equal.cz/files/clanky/1450/09-3rdPhaseEQUAL-annexes.pdf (consulté le 16 août 2012).
- Ministère du développement régional, République slovaque (2012), «Stan wdrašania PO KL n a», disponible à l'adresse http://www.efs.gov.pl/AnalizyRaportyPodsumowania/poziom/Documents/Stan_wdrazania_PO_KL_30_09_2012.pdf (consulté le 30 octobre 2012).
- Nakara, W. et Fayolle, A. (2013), «Les «bad» pratiques d'accompagnement à la création d'entreprise. Le cas des entrepreneurs par nécessité», *Revue française de gestion*, vol. 38, n° 228-229, p. 231 à 251.
- Nearchou-Ellinas, Lina et Kountouris, Ioannis S. (2004), «Women entrepreneurs in Cyprus: a new dynamic in Cyprus economy», *Women in Management Review*, vol. 19, n° 6, p. 325 à 332.
- OAED (2009), Evaluation of the Programme for Liberal Professionals of 2004, Athènes.
- OCDE (2013), Prestations et salaires — Statistiques, disponible à l'adresse: <http://www.oecd.org/fr/els/prestationsetsalaires-statistiques.htm>
- Rapports officiels du gouvernement suédois (2008), Utredningen om trygghetssystemen för företagare, Trygghetssystemen för företagare: 2008:89, Fritze, Stockholm, 2008.
- Osservatorio per l'imprenditoria femminile (2004), *Impresa in genere*, 1° Rapporto Nazionale, Retecamere — Unioncamere.
- Osservatorio sull'imprenditoria femminile (2011), *Impresa in genere*, 2° Rapporto Nazionale, Retecamere — Unioncamere.
- Pereira, B. et Fayolle, A. (2013), «Confiance ou défiance, le paradoxe de l'auto-entrepreneuriat», *Revue française de gestion*, vol. 39, n° 231, p. 35 à 54.
- PricewaterhouseCoopers (2012), Evaluation of youth entrepreneurship promotion measures.
- PricewaterhouseCoopers, ESTEP et Tark Grunte Sutkiene (2010), Evaluation of the relevance of the Lithuanian legal and financial framework for the establishment and implementation of financial engineering measures for SEM development funded from the EU Structural Funds.
- The Prince's Trust Youth Business Scotland (PTYBS) (2011), Rapport annuel de fin d'exercice -juin 2011.
- Agence nationale roumaine pour l'égalité des chances (2008), Sondage réalisé en janvier-février 2008.
- Statistique Autriche (2012), http://www.bmi.gv.at/cms/BML_Service/Integration_2012/migration_integration_2012_72dpi.pdf, consulté le 30 octobre 2012.
- Youth Employability Partnership, Glasgow (YEP) (2012), Youth Employability Framework 2012-13, <http://www.glasgow.gov.uk/CHttpHandler.ashx?id=15229&p=0>



Extrait de :

The Missing Entrepreneurs

Policies for Inclusive Entrepreneurship in Europe

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264188167-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/La Commission européenne (2014), « Royaume-Uni: le Prince's Trust Youth Business Scotland », dans *The Missing Entrepreneurs : Policies for Inclusive Entrepreneurship in Europe*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264188211-39-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.